



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Pacte Métropolitain d'Innovation - Montpellier Capital Santé - Avenant à la convention de subvention au CNRS pour le projet Incubasciences - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation lancé dès l'année 2013 et qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a consacré les Métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les Départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de Métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement. Il a prévu à cette fin la conclusion de Pactes d'Innovations dédiés entre l'Etat, chaque Métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte Métropolitain d'Innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « *Montpellier Capital Santé* » (MCS). Lancé le 9 novembre 2016, MCS a notamment pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule des 15 Métropoles à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte Métropolitain d'Innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé. En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international.

Ainsi, le Pacte Métropolitain d'Innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche MCS. Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe ...

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 millions d'euros d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 millions d'euros de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 millions d'euros par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet « *Incubasciences* », porté par le CNRS et l'Institut de Génétique Humaine (IGH) est un de ces six projets structurants.

Ce projet de construction d'un bâtiment de 3000 m² sur le campus Arnaud de Villeneuve, destiné à accueillir des entreprises en mode pépinière ou en phase d'incubation dans le domaine de la Biologie Santé, vise à valoriser la puissance académique de ce domaine et de développer une cross-innovation, faisant collaborer chercheurs, cliniciens, industriels et étudiants.

Un des axes majeurs, incarné dans le projet de pépinière « *Incubasciences* », est la construction de collaborations fortes entre chercheurs, cliniciens, industriels et étudiants, en favorisant notamment l'entrepreneuriat chez les doctorants et post-doctorants, en dynamisant l'exploitation des résultats issus de la

recherche fondamentale, permettant ainsi la création d'emplois et le développement d'entreprises dans la région.

Compte tenu de l'importance stratégique de ce volet, dont les enjeux sont lourds en termes d'émergence et de développement d'activités innovantes, « *Incubasciences* » a fait l'objet d'un accompagnement particulier dans le cadre du Pacte Etat-Métropole, sous la forme d'une première phase d'études en 2017, chargée de préparer sa réalisation progressive.

Dans ce cadre, une convention a été signée en décembre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS, pour l'attribution d'une subvention de 35 000 euros au projet « *Incubasciences* » (délibération n°14615 du Conseil du 17 mai 2017). La décision d'octroi de la subvention étant automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par la Métropole n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de 12 mois à compter du jour de la délibération du Conseil soit le 17 mai 2018, et le CNRS n'ayant pu produire de facture avant cette date, ce dernier a demandé la prorogation d'un an de cette décision.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subvention,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention d'attribution de subvention au CNRS pour le projet « *Incubasciences* », ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

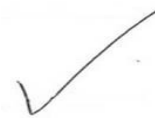
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44788-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.